



« Loi immigration » : une loi foncièrement xénophobe, antisociale, antirépublicaine.

Le 19 décembre, l'Assemblée nationale a adopté l'un des textes les plus abjects dans l'histoire de la Vème République. Après les tractations politiciennes organisées par le gouvernement, nous voyons bien qui jubile maintenant et de qui viennent les discours entachant notre démocratie. Ce texte reflète une fois de plus la volonté du gouvernement de stigmatiser les immigré.es et développe un climat nauséabond vis-à-vis des étranger.es. Car le 19 décembre dernier, **le gouvernement a décidé de faire adopter cette loi qui reprend les pires positions de préférence nationale**, la négation du droit du sol et des droits des travailleuses et travailleurs étranger.es, qui durcit l'accès aux titres de séjour et rétablit le délit de séjour irrégulier, la conditionnalité des aides familiales portant ainsi atteinte à des droits fondamentaux.

Le problème n'est pas d'adopter le projet de loi avec ou sans les voix de l'extrême droite. En effet, c'est bien son contenu, qui trahit les valeurs de la république, qui attaque les traditions universalistes de la République. Cette extrême droite qui jubile ne s'y trompe d'ailleurs pas et salue « une victoire idéologique ».

Le 19 décembre, la digue promise, déjà largement fissurée, s'est bel et bien effondrée. **Depuis des mois maintenant, nos organisations luttent contre ce projet de loi, pour repousser ce texte et porter une politique migratoire d'accueil et solidaires.**

L'urgence, c'est de régulariser les travailleurs et travailleuses sans-papiers trop souvent exploit.ées, sous la menace d'une arrestation sur le chemin du travail. Cette loi n'y répond pas.

L'urgence, c'est de ne laisser personne à la rue.

L'urgence c'est de donner les moyens aux services publics.

L'urgence, c'est l'augmentation des salaires, le partage des richesses et la lutte contre la crise écologique, pas une énième loi sécuritaire et xénophobe, poussant au rejet de l'autre et au repli sur soi.

Nous sommes à un tournant politique majeur. Il est urgent que l'ensemble du mouvement social fasse front ensemble. Nous avons une responsabilité collective à proposer une action massive et populaire pour empêcher la promulgation de cette loi, mais aussi à nous opposer à la diffusion et à la banalisation de ce projet xénophobe.

Le vendredi 22 décembre 2023